



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Lille, le 26 JUIN 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD

ZI - 58 rue du 8 mai 1945
80800 Villers-Bretonneux

Références : 2024-E20092

Code AIOT : 0005102590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD implanté ZI - 58 rue du 8 mai 1945 80800 Villers-Bretonneux. L'inspection a été annoncée le 18/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD
- ZI - 58 rue du 8 mai 1945 80800 Villers-Bretonneux
- Code AIOT : 0005102590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le centre TRD Ortec de Villers-Bretonneux est un centre de regroupement, de traitement et de valorisation des déchets industriels dangereux et non dangereux.

Un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation a été signé le 09/12/2021, puis modifié par APC du 04/11/2022.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Vieillesse (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------|---|--|-----------------------|
| 5 | 6) Modalités de suivi des réservoirs | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | 1) Application démarche PM2I (rés. LI) | art. 8.7.3 de l'AP du 04/11/2022 | Sans objet |
| 2 | 2) Application démarche PM2I (hors réservoirs LI) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1 | Sans objet |
| 3 | 3) Organisation de l'exploitant | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4 | Sans objet |
| 4 | 4) Docs Qualité (et Lien PM2I – SGS pour les SSH) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2 | Sans objet |
| 6 | 7) Recensement des équipements soumis au PM2I | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 | Sans objet |
| 7 | 8) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 | Sans objet |
| 8 | 9) Recensement des équipements soumis au PM2I | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 | Sans objet |
| 9 | 10) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certains équipements du site sont soumis à suivi PM2i conformément aux arrêtés ministériels du 3 et 4 octobre 2010. L'exploitant possède un inventaire des équipements soumis à ce suivi ainsi que la fréquence des contrôles associés aux différents équipements. Une démarche qualité est mise en place au niveau de ce site par rapport à cette réglementation. L'exploitant devra s'assurer de bien suivre la périodicité des équipements soumis à suivi PM2i, notamment dans le contexte modification du site (création d'un nouveau bâtiment, déplacement de certaines cuves à l'échelle du site, modification de la substance stockée pour certaines cuves). L'inspection des installations

classées n'a pas vérifié lors de cette visite l'exhaustivité du recensement des équipements soumis à suivi PM2i.

Les rapports finaux des Inspections externes détaillées des cuves soumises à la réglementation PM2i sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent rapport. Si les rapports de ces inspections demandent des travaux à réaliser sur ces cuves, l'exploitant présente un programme d'actions et/ou travaux en lien avec ces conclusions dans ce même délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1) Application démarche PM2I (rés. LI)

| |
|--|
| Référence réglementaire : art. 8.7.3 de l'AP du 04/11/2022 |
| Thème(s) : Risques accidentels, PM2I réservoirs de LI |
| Prescription contrôlée : Les réservoirs de stockages, tuyauteries, capacités contenant des substances, préparations ou mélanges présentant un danger ainsi que les cuvettes de rétention, les massifs de réservoirs, les structures supportant les tuyauteries inter-unités, les caniveaux béton, les fosses humides et les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité sont suivis conformément aux dispositions de : <ul style="list-style-type: none">• l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation• l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. La liste des équipements suivis et les plans d'inspection associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les équipements concernés, sont réalisés un état initial, des programmes d'inspection et de surveillance conformément aux dispositions de ces arrêtés ministériels. |
| Constats : L'établissement ORTEC Villers Bretonneux est soumis à autorisation au titre des ICPE pour les rubriques suivantes : 2718-1, 2790, 2791-1, 3510, 3550 et 4001. S'agissant d'une activité de traitement de déchets dangereux, les rubriques visées par la présence de déchets dangereux sur site sont : 4110, 4130, 4140, 4150, 4321, 4330, 4331, 4440, 4441, 4510, 4511, 4610, et 47xx. L'exploitant a fait réaliser en mars 2013 un recensement des équipements par le plan de modernisation des installations industrielles par la société APAVE (Rapport n°12503747). L'exploitant précise avoir fait évoluer plusieurs cuves de son site depuis, que ce soit par du remplacement par des cuves neuves (en cours et à venir), ou avoir changé certains produits initialement stockés. Il réutilise principalement ses anciennes cuves par du stockage d'eau |

| |
|--|
| industrielle en vue de leur réutilisation sur site avant traitement. |
| Il a présenté lors de la visite son état des lieux actualisé des cuves soumises à démarche PM2i. Seules les cuves P2 et P3 sont inventoriées pour ce qui concerne les cuves et réservoirs au titre de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. Elles stockent toutes les deux un volume de 30m3 de solvants à PE<55°C (rubrique 4330 ou 4331). |
| L'inspection des installations classées n'a pas vérifié lors de cette visite l'exhaustivité du recensement des cuves soumises à suivi PM2i. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : 2) Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, PM2I hors réservoirs de LI |
| Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. |
| Constats : L'établissement ORTEC Villers Bretonneux est soumis à autorisation au titre des ICPE pour les rubriques suivantes : 2718-1, 2790, 2791-1, 3510, 3550 et 4001. S'agissant d'une activité de traitement de déchets dangereux, les rubriques visées par la présence de déchets dangereux sur site sont : 4110, 4130, 4140, 4150, 4321, 4330, 4331, 4440, 4441, 4510, 4511, 4610, et 47xx. L'exploitant a fait réaliser en mars 2013 un recensement des équipements par le plan de modernisation des installations industrielles par la société APAVE (Rapport n°12503747). L'exploitant précise avoir fait évoluer plusieurs cuves de son site depuis, que ce soit par du remplacement par des cuves neuves (en cours et à venir), ou avoir changé certains produits initialement stockés. Il réutilise principalement ses anciennes cuves par du stockage d'eau industrielle en vue de leur réutilisation sur site avant traitement. Il a présenté lors de la visite son état des lieux actualisé des cuves soumises à démarche PM2i. Aucune cuve n'est présente au titre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 dans cet inventaire. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : 3) Organisation de l'exploitant

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4 |
|--|

| |
|--|
| Thème(s) : Risques accidentels, Orga exploitant suivi PM2I |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente lors de la visite d'inspection le document qualité récemment mise à jour qui explique comment est organisée la démarche PM2i sur son site. La version du document consultée est la version B du 04/04/2024.</p> <p>Le responsable maintenance édite 1 fois par mois les contrôles à effectuer sur le site à l'aide d'un système GMAO. Ces contrôles sont confiés aux agents de la maintenance, y compris pour les contrôles PM2I pour les visites annuelles des équipements. Plus largement, que les cuves soient soumises au suivi PM2i ou non, un contrôle avec la même check-list que celle utilisée pour les équipements PM2i est réalisé.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection les 2 autorisations de contrôles internes délivrés à 2 agents de l'équipe maintenance datée du 18 avril 2024.</p> <p>Pour ce qui est des contrôles externes détaillés, ils sont externalisés auprès d'un prestataire.</p> <p>Le suivi qualité de ces contrôles et des équipements soumis à PM2i est confié au responsable QHSE du site.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : 4) Docs Qualité (et Lien PM2I – SGS pour les SSH)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Docs Qualité (+ Lien PM2I-SGS pour les SSH) |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p> |

Constats :

L'exploitant présente lors de la visite d'inspection le document qualité récemment mise à jour qui explique comment est organisée la démarche PM2i sur son site. La version du document consultée est la version B du 04/04/2024.

L'exploitant précise que l'incrémentation des cuves se fait de la façon suivante :

- la lettre P est réservée aux cuves en lien avec le process de prétraitement
- la lettre T est réservée aux cuves en lien avec le process de traitement
- la numérotation des cuves ne se réinitialise pas lors d'un changement de cuve.

Ce document qualité précise que :

- le dossier d'état initial est complété par le personnel d'Ortec avec les données du constructeur ou le cas échéant par un organisme de contrôle (exemple d'anciennes cuves sans données). Le dossier est ensuite complété et mis à jour par Ortec en fonction des résultats des visites de routine ou des inspections externes réalisées.
- La planification des contrôles peut évoluer en fonction des résultats des visites de routine, des inspections externes réalisées. Ces fréquences peuvent être intégrées dans le suivi des équipements du site. Un planning des visites de routine et des inspections externes est établi par Ortec.

L'inspection consulte les deux derniers contrôles effectués sur les cuves P2 et P3. Ces contrôles ont été réalisés les 29 juin 2023 et 04 juillet 2023 pour les cuves P2 et P3 respectivement, ainsi que pour la rétention associée. Ces documents précisent qu'aucun défaut n'était apparent et le changement effectif des joints au niveau des piquages et des trous d'homme de la robe pour les 2 cuves.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 6) Modalités de suivi des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3

Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des réservoirs

Prescription contrôlée :

Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :

- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;
- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).

Constats :

Dans le document qualité consulté sur site, et envoyé à l'inspection à posteriori de la visite, l'exploitant prévoit pour les réservoirs soumis à PM2i :

- les visites de routine, en précisant quels points contrôlés, la périodicité, la personne en charge du contrôle ainsi que la fiche de contrôle établie (FOR054);
- les Inspections externes détaillées tous les 5 ans renvoyées vers un organisme de contrôle et son rapport.

Il convient d'ajouter au document qualité la visite des 10 ans, dite hors exploitation détaillée, pour les cuves suivies au titre du PM2I et ayant un Volume > 100 m³ ou 100 m³ éq.

l'exploitant déclare que la périodicité des contrôles est suivie à l'aide d'un GMAO non consulté le jour de la visite d'inspection.

Le jour de l'inspection, la dernière inspection externe détaillée pour les cuves P2 et P3 datait du 31 mars 2015. L'exploitant précise avoir pris contact avec un prestataire pour réaliser cette visite et reste dans l'attente d'un devis dans les prochains jours. L'exploitant a transmis le 04 juin 2024 à l'inspection des installations classées un devis signé pour la réalisation de ces contrôles. La date prévisionnelle de réalisation des audits est le 14 juin 2024.

L'exploitant justifie ce retard par le fait qu'il pensait être sorti de la réglementation PM2i par une mise à jour de la réglementation en 2020.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les rapports finaux des Inspections externes détaillées des cuves soumises à la réglementation PM2i sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent rapport. Si les rapports de ces inspections demandent des travaux à réaliser sur ces cuves, l'exploitant présente un programme d'actions et/ou travaux en lien avec ces conclusions dans ce même délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : 7) Recensement des équipements soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Tuyauteries et capacités

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou

| |
|--|
| <p>mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou</p> <p>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</p> <p>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</p> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et — les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et — les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...) |
| <p>Constats :</p> <p>Aucun équipement de type tuyauterie et capacité n'est présent dans l'inventaire présenté par l'exploitant ce qui est en corrélation avec l'inventaire initial réalisé par l'exploitant en 2013 par l'APAVE (Rapport n°12503747).</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas vérifié lors de cette visite l'exhaustivité du recensement des tuyauterie et capacité soumises à suivi PM2i.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : 8) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des tuyauteries et capacités</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p> |
| <p>Constats :</p> |

| |
|---|
| <p>Aucun équipement de type tuyauterie et capacité n'est présent dans l'inventaire présenté par l'exploitant ce qui est en corrélation avec l'inventaire initial réalisé par l'exploitant en 2013 par l'APAVE (Rapport n°12503747).</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas vérifié lors de cette visite l'exhaustivité du recensement des tuyauterie et capacité soumises à suivi PM2i.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : 9) Recensement des équipements soumis au PM2I

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Massifs et cuvettes</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et — les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et — les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et — les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...) |
| <p>Constats :</p> <p>L'inventaire consulté lors de la visite ne mentionne pas la rétention en lien avec les cuves P2 et P3 soumises à suivi PM2I. L'exploitant réalise cependant le suivi annuel de cet équipement conformément à la fréquence indiquée au DT 92.</p> <p>Il convient de mettre en valeur dans l'inventaire des équipements soumis à suivi PM2I la cuvette de rétention commune des réservoirs P2 et P3, et la cuvette des futures cuves P16 et P17 en cours de mise en place au moment de la visite.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : 10) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des ouvrages de GC soumis à PM2I</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 |

m³ ; et

- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ;
- (...).

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Constats :

L'exploitant précise que la visite annuelle de la rétention des réservoirs P2 et P3 se fait au même moment que celle des cuves. Le document de type check-list servant de base au contrôle annuel des cuves prévoit une partie "rétention". L'inspection a contrôlé le rapport de contrôle annuel des cuves P2 et P3 en 2023.

Sur la partie "rétention" de la chek-list de contrôle, il est prévu de vérifier : la fondation et assise du réservoir, le béton-mur-muret, le dallage.

Les 2 rapports de contrôle présentés le jour de la visite, et envoyé par courriel à posteriori de l'inspection, ne mentionnent pas de défaut sur la rétention associée aux réservoirs P2 et P3.

Type de suites proposées : Sans suite